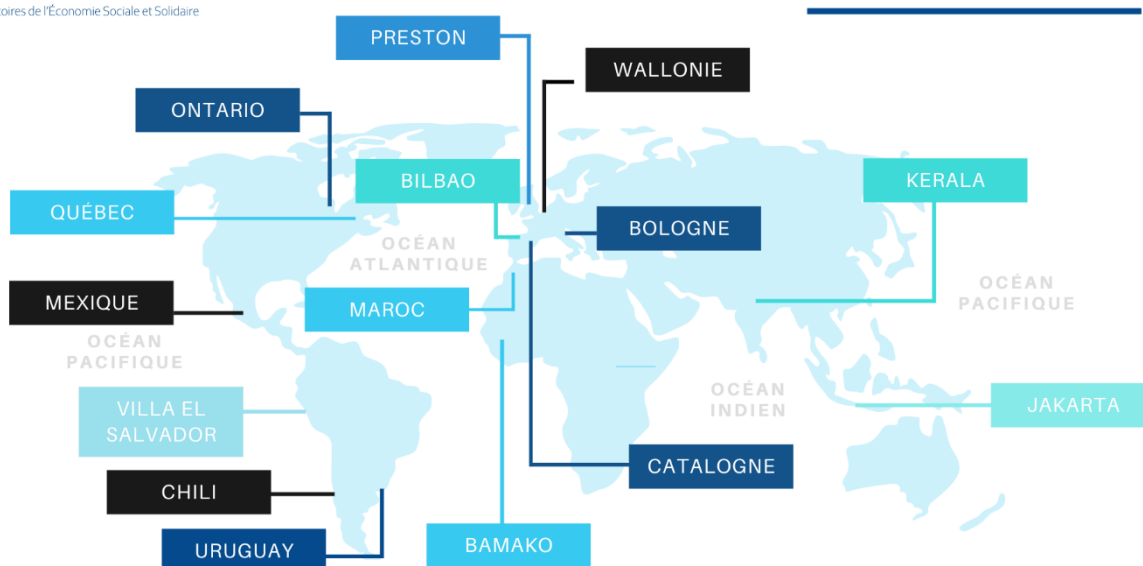


Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3^{ème} année en 2023 en partenariat avec le Global Social Economy Forum.



Ontario

par Agathe Rageys, Mai Ly Saulnier, Nolwenn Simon, Nathan Veyssière

Contexte historique et conceptions contemporaines de l'ES en Ontario

Si les politiques publiques visant à développer l'économie sociale (ES) sont relativement nouvelles en Ontario, l'économie sociale dans la région est ancrée dans une tradition historique particulière (Brouard, *et al* 2015). Dès le XIXe siècle, on retrouve ainsi des initiatives importantes d'entrepreneuriat social et de coopératives. À la fin du XXe siècle, le rôle central de l'Ontario dans l'économie canadienne et son intégration dans un paradigme 'néoconservateur' privilégiant la réduction des coûts des dépenses publiques fait émerger l'entrepreneuriat social et les entreprises à but non lucratif, qui sont progressivement intégrées aux politiques publiques (Brouard, *et al* 2015).

La conception de l'économie sociale en Ontario est façonnée par plusieurs traditions historiques, mobilisées par les différentes communautés Ontariennes (Anglophones, Francophones, ...) (Brouard, *et al* 2015).

- Un paradigme 'étasunien' principalement centré sur l'entrepreneuriat social et le *self sufficiency*.
- Un second paradigme s'inspirant des modèles du Royaume Uni, intégrant une approche plus sociale et *policy focused*, dans laquelle le rôle des pouvoirs publics est considéré comme plus central.
- Le paradigme 'européen', similaire aux approches mises en place au Québec, intégrant l'impératif de gouvernance participative.

Cette pluralité de conceptions de l'ES se traduit en Ontario par une diversité importante dans les formes organisationnelles (coopératives à but lucratif ou non lucratif, entreprises à but non lucratif, business à mission sociale, ...) (Brouard, *et al* 2015), mais aussi dans les normes et valeurs mobilisées par les acteurs de l'ES. Ainsi, la table ronde de l'économie sociale de l'Ontario met en avant les valeurs suivantes :

- Gouvernance démocratique de l'économie
- Durabilité
- Responsabilité environnementale et innovation
- Égalité et inclusion
- Collaborations entre les régions, les générations et les cultures
- Engagement et participation active des citoyens aux projets communautaires

Cette charte, réunissant les principaux acteurs ontariens de l'économie sociale, illustre parfaitement la diversité des valeurs mobilisées par les acteurs de l'ES, qui contrastent avec le caractère relativement restreint de celles guidant la politique publique d'économie sociale. À ce jour, la définition de l'entrepreneuriat social mobilisée par le Gouvernement de l'Ontario est la suivante :

“Une entreprise sociale est un organisme qui a recours à des stratégies commerciales en vue de maximiser ses répercussions sociales ou environnementales.” (Gouvernement de l’Ontario, 2015).

Comme le signalent Brouard *et al*, cette définition prouve que les impératifs de gouvernance participative ne sont pas encore significativement pris en compte dans les conceptions de l’entrepreneuriat social par le gouvernement de l’Ontario (Brouard, *et al* 2015).

Un cadre légal en évolution, mais encore peu développé

Le cadre légal encadrant l’ES est relativement diffus : s’il existe des statuts encadrant la structure légale des coopératives, des entreprises à but non lucratif, etc. il n’existe pas à ce jour de loi-cadre spécifique à l’économie sociale en Ontario (Brouard *et al*, 2015).

Suite aux demandes des acteurs de l’ES, le gouvernement a néanmoins pris l’initiative de moderniser les dispositions légales encadrant les statuts des organisations à but non lucratif. En 2021, le Ontario Not-for-Profit Corporations Act (ONCA) met à jour la loi alors en vigueur depuis 2010 pour notamment faciliter la création d’organisations à but non lucratif, distinguer les associations d’intérêt public des autres organisations sans but lucratif, mais surtout reconnaître le droit aux organisations à but non lucratif “d’exercer des activités commerciales si celles-ci soutiennent les objets non lucratifs de l’organisation” (Gouvernement de l’Ontario, 2022).

En dépit de la démarche du gouvernement visant à moderniser les statuts juridiques de l’économie sociale, les problèmes juridictionnels représentent toujours un facteur limitant le développement de l’économie sociale en Ontario (SEOntario, 2014).

Une intégration progressive des enjeux liées à l’ES par le gouvernement de l’Ontario

Malgré l’absence d’une loi-cadre définissant un statut juridico-institutionnel à l’ESS, le gouvernement de l’Ontario a progressivement intégré les enjeux liés à l’économie sociale au cours de la dernière décennie.

En 2011, le gouvernement de l’Ontario a ainsi tenu, en partenariat avec MaRS (entreprise à but non lucratif Ontarienne visant à accompagner le développement d’entreprises Canadiennes), le premier *Social Innovation Summit* (Chamberlain *et al*, 2015). Cette initiative, réunissant des citoyens, des organisations à but non lucratif et des organismes publics, a permis d’élaborer un *Social innovation policy paper*, définissant les objectifs et défis auxquels devrait répondre la politique du gouvernement de l’Ontario. Les politiques d’ES du gouvernement sont donc, dès l’origine, basées sur une démarche de co-construction.

En 2012 est créé, au sein du Ministère du Développement Économique de l’Ontario, le *Office for Social Enterprises*, visant à promouvoir l’économie sociale ontarienne, ce qui témoigne d’une institutionnalisation des enjeux liés à l’économie sociale (Brouard *et al*, 2015).

Enfin, en 2013, dans *Impact, a social enterprise strategy for Ontario*, le gouvernement définit un projet ambitieux de soutien à l’ES : un financement de 25 000 000\$ visant à populariser l’ES, développer son écosystème organisationnel et créer des canaux de financement des projets liés à l’économie sociale. (Gouvernement de l’Ontario, 2015)

Ecosystème organisationnel et programmes contemporains de soutien à l'ES

La politique de soutien à l'ES en Ontario s'appuie sur une diversité d'organismes visant à développer, promouvoir, et financer les projets d'entrepreneuriat social. Certains d'entre eux bénéficient d'un financement direct du gouvernement de l'Ontario, quand d'autres sont des entreprises privées et autonomes.

Des réseaux de représentation et de développement

Le réseau ES Ontario joue un rôle de promotion et d'éducation, en fournissant une plateforme visant à mettre en valeur l'économie sociale ontarienne (SEontario, 2012). À travers une démarche communautaire, ce réseau cherche notamment à représenter et promouvoir les valeurs de l'ES, démontrer l'efficacité des entreprises de l'économie sociale, mettre en relation les acteurs ontariens de l'ES, fournir un accès direct aux potentiels consommateurs désirant soutenir ces entreprises, etc.

De la même manière, le Conseil de la Coopération de l'Ontario (entreprise sociale ontarienne sans but lucratif) promeut la recherche et l'innovation sociale, facilite le développement de projets d'impact (CCO, n.d)

Des programmes de financement

La fondation Trillium de l'Ontario (FTO) est l'organisme principal du gouvernement provincial chargé de financer les initiatives de l'économie sociale (Flatt, *et al* 2013). La FTO a maintenant pour mandat d'allouer plus de 150 millions de dollars par an aux organismes et initiatives communautaires, aux organismes à but non lucratif et aux initiatives d'entrepreneuriat social.

Plusieurs initiatives de renforcement ont été mises en place par la FTO pour étendre les capacités de l'ES dans les années 2010. L'objectif était de devenir chef de file mondial en matière d'entreprises sociales et de finances sociales d'ici 2021. En 2012, la fondation a lancé le *Future Fund*, pour renforcer les capacités dans le domaine des entreprises sociales, en mettant l'accent sur les jeunes entrepreneurs (Gouvernement de l'Ontario, 2015). En 2015, l'investissement de 4 millions de dollars dans le Fonds pour les projets pilotes d'entrepreneuriat social a créé plus de 125 emplois (Gouvernement de l'Ontario, 2015).

En outre, le Gouvernement de l'Ontario a mis en place un programme de réduction des taux de prêts qui a permis de faciliter l'embauche de personnes faisant face à des obstacles à l'emploi tout en facilitant le financement des projets d'entrepreneuriat social (Gouvernement de l'Ontario, 2015).

Le système ontarien de financement de l'économie sociale étant hybride, s'ajoutent aux bailleurs de fonds publics certaines fondations privées actives dans le financement d'initiatives liées aux entreprises sociales en Ontario. Plusieurs sont à citer, notamment la J.W. McConnell Family Foundation, la Laidlaw Foundation, la Metcalf Foundation, la Toronto Foundation, TIDES et l'Atkinson Charitable Foundation (Flatt, *et al* 2013).

En somme, comme le soulignent Brouard *et al*, le développement de l'économie sociale ontarienne repose largement sur les initiatives communautaires (Brouard *et al*, 2015). Néanmoins, il est clair que la politique d'investissement du gouvernement, s'appuyant sur la

Fondation Trillium de l'Ontario, joue un rôle clé dans le financement des initiatives de l'économie sociale ontarienne.

Des résultats : un soutien à l'ES permettant de répondre aux ODD

La stratégie des politiques de soutien à l'économie sociale en Ontario entre 2016 et 2021 a pour fondement le rôle crucial joué par les acteurs de l'ES en termes de réduction de la pauvreté, de protection de l'environnement, de création d'emploi et de croissance (Gouvernement de l'Ontario, 2016). En ce sens, ces politiques de soutien répondent à plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD), en lien avec les valeurs de la TRÉSO évoquées précédemment.

D'abord, la combinaison des objectifs 1 et 10, "Pas de pauvreté" et "Inégalité réduite" représente un objectif central de l'ES en Ontario. En effet, 45 % des entreprises sociales sans but lucratif de l'Ontario ont pour objectif la réduction de la pauvreté (Gouvernement de l'Ontario, 2016).

Ensuite, la politique de soutien à l'ES permet de répondre à l'objectif 8 "Travail décent et croissance économique". En soutenant les initiatives de l'économie sociale, le gouvernement favorise la création d'emplois et l'investissement, encourage une croissance prospère, équitable et inclusive. Plusieurs entreprises sociales ontariennes créent des opportunités de formation et d'emploi à destination des personnes confrontées à des obstacles sur le marché du travail. C'est le cas, par exemple, de Building Up, Groupe Convex, CigBins, Options Printing ou encore Good Food Delivery (Gouvernement de l'Ontario, 2016).

Certaines initiatives de l'ESS Ontarienne permettent également de fournir de l'énergie propre à un coût abordable, correspondant à l'ODD numéro 7. SolarShare par exemple, est une entreprise qui développe des installations d'énergie solaire et offre aux Ontariens la possibilité d'investir dans les énergies renouvelables. D'autres ODD sont également couverts, notamment l'objectif 4 "Éducation de qualité" et l'objectif 3 "Bonne santé et bien-être".

Annexes :

Annexe 1: Scott, Katherine, Spyridoula Tsoukalas, Paul Roberts, and David Lasby. (2006). "The Nonprofit and Voluntary Sector in Ontario: Regional Highlights from the National

Survey of Nonprofit and Voluntary Organizations." Imagine Canada, Toronto.

Extraits d'une étude de 2006 visant à mesurer l'importance des organisations à but non lucratif en Ontario. Si les données exposées ont évidemment évolué, ces graphiques nous permettent (bien que de manière non exhaustive) de visualiser la structure de l'ES en Ontario, et le poids important qu'elle représente dans l'économie ontarienne. En outre, cette étude permet d'envisager la diversité des fonctions remplies par les organisations à but non lucratif (cf. Figure 2, Figure 4).

Figure 4: Population served

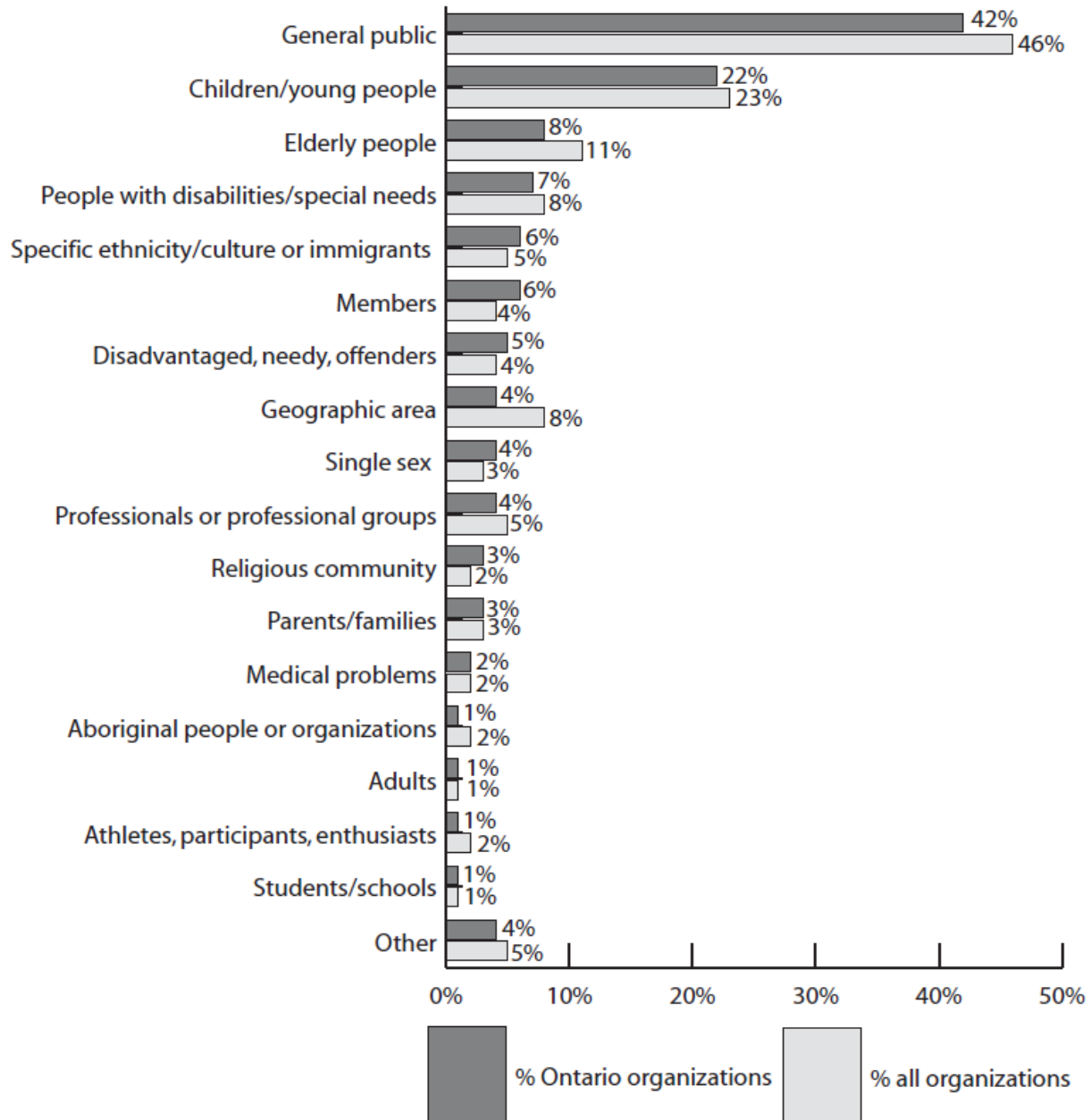
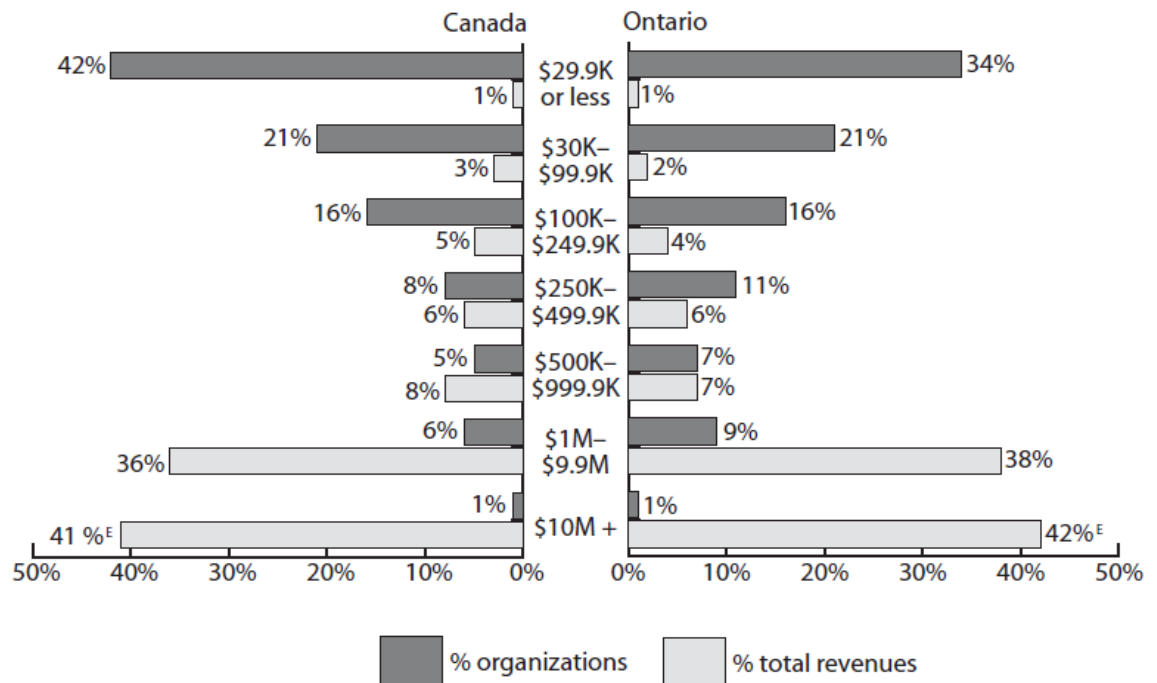
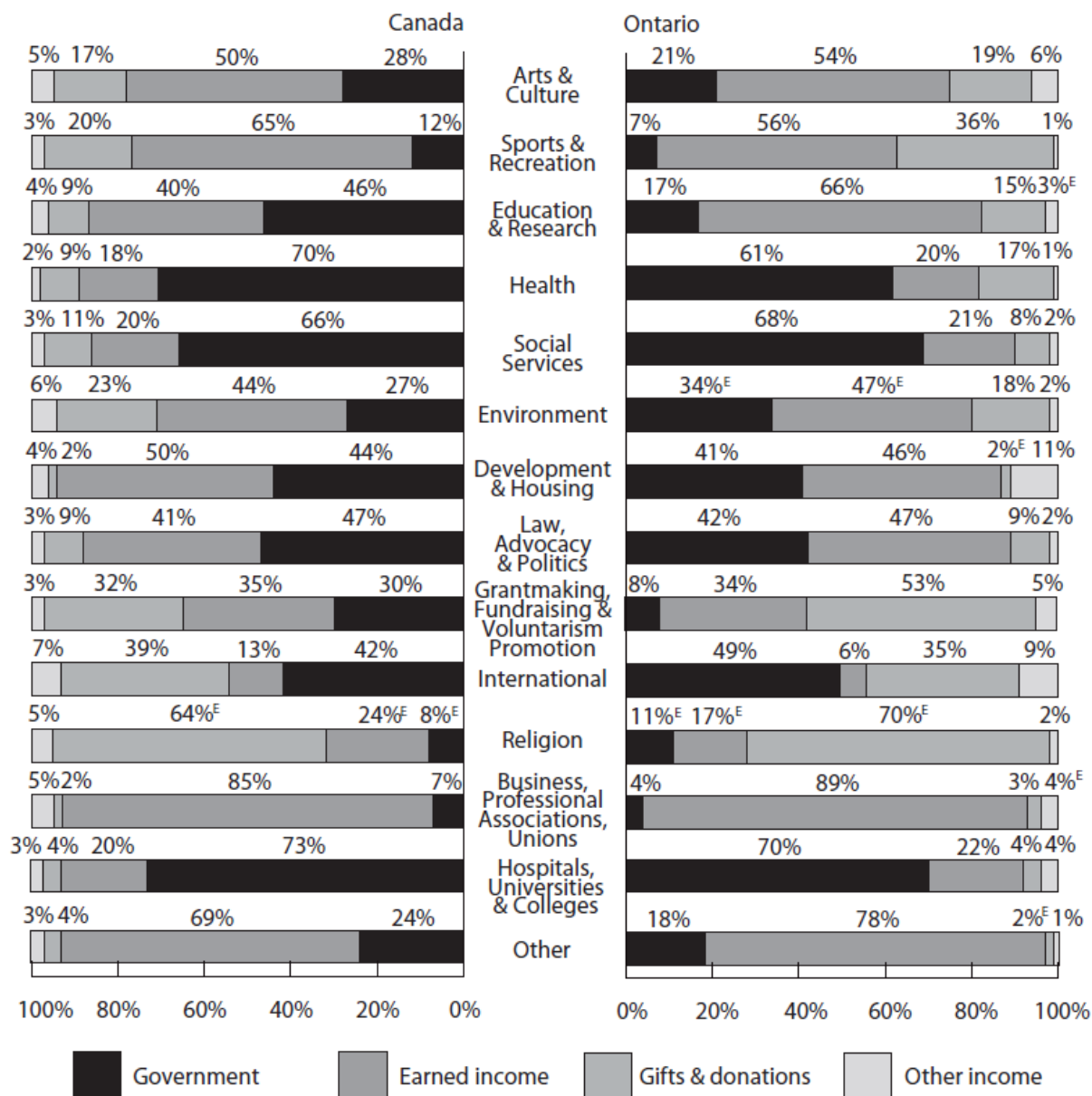


Figure 9: Percentage of organizations and percentage of total revenues by revenue size, excluding Hospitals, Universities and Colleges



^E use with caution

Figure 12: Sources of revenue by primary activity area



^E use with caution

Annexe 2: OSER, (2017) Ontario social economy roundtable (OSER/TRESO) charter

La charte de la table ronde pour l'économie sociale de l'Ontario (TRÉSO) expose les normes et valeurs guidant les acteurs de l'économie sociale ontarienne. Elle nous permet d'illustrer l'importance du caractère communautaire de l'ES ontarienne, et de souligner l'écart qui

demeure entre les aspirations des acteurs de l'ES et les dispositions mises en place par le gouvernement Ontarien.



CHARTRE DE LA TABLE RONDE SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ONTARIO (TRÉSO)

Contexte

La nécessité de créer un réseau portant sur l'économie sociale mobilisant tous les acteurs impliqués dans le secteur s'est confirmée depuis 2010, lorsque s'est constituée la Table ronde sur l'économie sociale de l'Ontario (TRÉSO). À travers les années, plusieurs parties prenantes ont investi du temps et des ressources afin d'organiser des activités de sensibilisation, du travail de lobbying et pour promouvoir l'économie sociale en Ontario. Plusieurs avancées ont été réalisées au sein de la province depuis le début de ce réseautage et le besoin de créer une charte a éventuellement été confirmé par les membres. Il s'agissait d'une opportunité de confirmer une vision commune, une mission ainsi que les valeurs de la TRÉSO et en même temps, de reconnaître la valeur, les contributions, les organisations et les acteurs de l'économie sociale en Ontario. Il s'agit du produit de la collaboration de plusieurs membres de la TRÉSO. Ces membres proposent la charte suivante qui dicte les principes de la membréité, les objectifs, les valeurs et les impacts que la TRÉSO cherche à accomplir à travers la province. Cette charte est ouverte à tout individu, organisation, constellation, réseau ou entreprise sociale qui partage ces mêmes valeurs, buts et principes. Cette philosophie est promue par la TRÉSO et est le reflet d'un mouvement économique et social plus large, transcendant les réalités locales, régionales, provinciales, nationales et internationales. Ce document, nous l'espérons, fera la promotion de l'économie sociale, assurera son développement au fil des prochaines années et engagera tous les partis à développer des outils innovants qui bénéficieront à l'ensemble de la communauté.

Introduction

Considérant que depuis les trois derniers siècles, les entreprises sociales, que ce soit sous la forme d'associations, de corporations, de fondations, de coopératives, de mutuelles, de caisses populaires et de *credit unions*, ont toutes contribué au développement de la qualité de vie des communautés ontariennes ;

Considérant que tous les partis de l'économie sociale ont accentué les capacités économiques, environnementales, culturelles et sociales des individus d'une génération à l'autre, tout en ouvrant la voie à une alternative au modèle économique traditionnel, qui prend mieux en considération les besoins humains pressants ainsi que la santé et la durabilité des communautés dans notre monde moderne ;

Et considérant que l'économie sociale est le résultat de plusieurs leaders, membres et entrepreneurs, qui ont construits de la base vers le haut des entreprises dynamiques, prospères et efficaces, bénéficiant au bien de tous, tout en comprenant les valeurs et les principes de base qui renforcent nos capacités ;

Les signataires de la présente charte appuient les articles suivants.

1. Définitions

1.1. Économie sociale

L'économie sociale constitue la troisième branche de nos économies entre le secteur privé (corporations) et le secteur public (gouvernement). Elle inclue des organisations et des modèles telles que les coopératives, les organisations sans but lucratif (incluant les organismes de bienfaisance enregistrés), les entreprises sociales ainsi que les entreprises communautaires. Les théories et les pratiques de l'économie sociale tentent de situer ces organismes dans un contexte socioéconomique et politique plus large. En particulier, ces théories et pratiques étudient et démontrent la viabilité économique des coopératives et toute la valeur des organisations sans but lucratif dans l'environnement économique prévalent à l'heure actuelle. L'économie sociale fleurit en raison de la nécessité de trouver des solutions nouvelles pour résoudre des problèmes spécifiques et afin de satisfaire aux besoins humains les plus pressants, ces derniers ayant été ignorés ou inadéquatement résolus par le secteur privé, public, ou par le secteur des organisations sans but lucratif.

1.2. Impact social

L'impact social, pour toute organisation comprise dans l'économie sociale, est le but majeur. Ce dernier peut être mesuré par les impacts dégagés au sein de la communauté, par des impacts environnementaux ou par des impacts culturels.

1.3. Durabilité

L'un des principes essentiels de l'économie sociale, soit la durabilité, peut être compris comme étant la capacité des entreprises à générer des impacts sociaux sur le long terme, tout en donnant aux générations suivantes les mêmes opportunités afin d'atteindre la mission de l'organisme.

1.4. Acteurs de l'économie sociale

Les acteurs de l'économie sociale comprennent tous les membres de la société qui contribuent directement ou indirectement au sein des organisations de l'économie sociale, soit au travers de leur travail ou de leur bénévolat, soit pour leurs fonctions d'administrateurs, de par leur financement ou par leur support. Les acteurs de l'économie sociale jouent un rôle crucial en ce qui a trait à la promotion et au développement de l'économie sociale.

2. Le développement de l'Ontario au travers de l'économie sociale

Historiquement parlant, l'économie sociale a été liée, en tant qu'activité économique, au développement des secteurs des organisations sans but lucratif et des coopératives. Le système de valeurs du mouvement associatif, formé au travers des âges par le mouvement coopératif, a articulé la conception moderne de l'économie sociale, structurée autour de trois grandes entités économique-sociales : la coopérative, la mutuelle et caisse populaire / *credit union*, ainsi que les œuvres charitables / fondations. Ces mouvements ont exprimé un phénomène social au sein duquel les groupes de la population les plus vulnérables de la société se sont organisés au travers de la coopération afin de consolider de nouvelles conditions de vie. Ce phénomène a été le produit de la société industrielle moderne qui, entre le 18^e et le 19^e siècle, a vu le jour. Les coopératives, les organisations sans but lucratif, les caisses populaires ainsi que les *credit unions*, les mutuelles, les fondations et œuvres de charité ainsi que les syndicats représentent différentes formes de ce mouvement global.

En Ontario, le développement de l'économie sociale s'inscrit dans cette tangente historique, tout en évoluant à la situation présente, après avoir généré de nouvelles formes d'entreprises et d'activités. Grâce aux innovations technologiques et aux synapses du 21^e siècle, de nouvelles formes de collaboration ont émergé, transformant nos vies quotidiennes. L'économie sociale a joué

un rôle crucial dans la consolidation et la construction de notre vie moderne en Ontario. En prenant en considération les réalités émergentes (les changements climatiques, la disparité grandissante entre les salaires, le déficit démocratique, la mondialisation, etc.) ainsi que les nouveaux concepts reflétant une transformation profonde de notre société, l'économie sociale est à même de mettre au défi et de surmonter le modèle économique actuellement en place en proposant une alternative à notre mode de vie et au développement de nos capacités collectives.

3. La Table ronde sur l'économie sociale de l'Ontario (TRÉSO)

La TRÉSO vise à être le point central des acteurs de l'économie sociale, qui souhaitent mettre leurs ressources en commun afin d'améliorer la qualité de vie générale ainsi que le bien-être de notre société dans son ensemble. En se basant sur les principes de la gouvernance démocratique, de l'équité, de l'égalité, de la solidarité, de l'inclusion, de la durabilité et de la collaboration entre secteurs et acteurs, la TRÉSO est un espace de dialogue, d'échanges et de collaboration qui fait la promotion de la croissance de l'économie sociale.

4. Valeurs, buts et stratégies de la TRÉSO

4.1. Valeurs

Les membres de la TRÉSO doivent inclure les valeurs suivantes dans leurs champs de spécialisation respectifs, et promouvoir activement ces valeurs :

- Gouvernance démocratique de l'économie.
- Durabilité, responsabilité environnementale et innovation.
- Égalité et inclusion.
- Collaborations entre les régions, les générations et les cultures.
- Engagement et participation active des citoyens aux projets communautaires.

4.2. Buts

La TRÉSO, de par ses actions, vise à atteindre les buts suivants :

Être une voix unie pour le secteur de l'économie sociale dans la province de l'Ontario.
Faciliter les connections entre les organismes travaillant dans le secteur de l'économie sociale.
Partager des ressources communes afin de renforcer le bien-être social des communautés.
Améliorer la compréhension du secteur de l'économie sociale, sur ses besoins et ses opportunités auprès des Ontariens et Ontariennes ainsi que des preneurs de décisions
Promouvoir l'utilisation de solutions alternatives.
Augmenter les ressources financières et autres auprès du secteur de l'économie sociale.
Encourager la création d'un cadre réglementaire favorable pour faciliter le travail du secteur de l'économie sociale.

4.3. Stratégies

Les efforts sont centrés sur trois domaines prioritaires, intitulés stratégies, afin de renforcer l'économie sociale en Ontario :

Les membres travaillent à bâtir un mouvement en partageant de l'information et en encourageant l'engagement des communautés en Ontario envers l'économie sociale. Ce travail de base documente les efforts entrepris en amont en matière de réflexion politique par les membres de la TRÉSO et est centré sur le recueil inclusif des voix de la communauté.

La TRÉSO sert de véhicule pour les partis intéressés à fournir une voix forte et unie pour le secteur

afin de coordonner et mener à bien des initiatives de développement de politiques qui répondent aux défis actuels de création et d'établissement d'un environnement favorable au travail de l'économie sociale en Ontario.

Par leurs travaux individuels ou de collaboration, les membres de la TRÉSO aident directement à renforcer les capacités et le travail du secteur dans son ensemble.

Signataires

Les signataires suivants sont engagés, de par les termes de cette charte, à travailler selon les définitions, les valeurs, les buts et les stratégies proposées dans ce document.

Canadian Centre for Community Renewal / Centre canadien pour le renouveau communautaire
Canadian Community Economic Development Network
Cathy Lang Consulting
Centre for Learning, Social Economy & Work (CLSEW), University of Toronto
Centre for Social Innovation
Community Forward Fund
Community Innovation
Community Opportunity & Innovation Network
Conseil de la coopération de l'Ontario
EkoNomos
Georgian College, Centre for Social Entrepreneurship
Huron Business Development Centre
Impact Counsel Professional Corporation
Learning Enrichment Foundation
MaRS Centre for Impact Investing
MécènESS
Niagara Peninsula Homes
Ontario Co-operative Association
Ontario Federation of Indian Friendship Centres
Ontario Network of Skills Training and Employment Programs
Ontario Nonprofit Network
Ottawa Community Loan Fund
PARO Centre for Women's Enterprise
Pathway to Potential
Perth Community Futures Development Corporation
Pillar Nonprofit Network / VERGE Capital
Purpose Capital
Ryerson University
School for Social Entrepreneurs Ontario
Social Delta
Social Enterprise Rural Alliance - Community Ventures
Social Enterprise Toronto
SoJo
Toronto Enterprise Fund
United Way Chatham Kent
WeTech Alliance
Working for Change
Youth Employment Services, Thunder Bay

Annexe 3: Chamberlain, P. & Gillis, K. & Prindiville, T. & Bechard, O. & Ulhaq, M. & Elson, P. R. & Hall, P. V., (2015) Enterprising change: report of the 2015 social enterprise survey for Ontario

Extrait d'une enquête réalisée auprès de 597 entreprises de l'Economie sociale, cette annexe nous permet (en lien avec l'annexe 1) d'envisager les caractéristiques des entreprises sociales ontariennes, mais aussi et surtout les contraintes auxquelles elles font face (voir page 15).

Cette annexe illustre les problèmes mentionnés dans la note de synthèse, notamment celles liées au cadre légal encadrant l'ES.

APPENDIX B:

Cross Comparative Data on Social Enterprise in Ontario, 2012 & 2015

(Nonprofit, No Child Care or Housing)

	Ontario 2015 Survey (n=331)	Ontario 2012 Survey (n=363)
Demographic profile		
Year of formation: median	1998	1997
Year of first sale: median	2001	1999
Number of business sectors (1-7) average	2.8	2.3
Number of targeted populations (0-17): average	5.4	4.8
Members: average in previous year	260.0	238.6
Trained: average in previous year	138.3	208.6
Employed (from target group): average in previous year	26.8	16.3
Served: average in previous year	5,530	9,120
FTEs: average in previous year	11.1	9.3
Volunteers (full- and part-time): average in previous year	64.5	56.8
Purpose (% of social enterprises)		
Employment development	31.8%	36.9%
Employment training	22.4%	29.2%
Income generation for parent organization	28.7%	33.9%
Social mission	76.9%	77.4%
Cultural mission	46.0%	46.6%
Environmental mission	45.5%	42.4%
Target groups (% of social enterprises)		
All the people living in a particular place/ community	64.6%	67.5%
Aboriginal/Indigenous people	26.3%	22.0%
Children	31.8%	26.7%

Target groups (% of social enterprises) cont.	Ontario 2015 Survey (n=331)	Ontario 2012 Survey (n=363)
Ethnic minority	24.6%	31.1%
Families	41.4%	28.4%
Homeless people	19.8%	13.5%
Immigrants	23.2%	25.1%
Men	38.4%	35.3%
Lower income individuals	44.7%	47.4%
People with addictions	24.1%	13.2%
People with employment barriers	33.8%	29.5%
People with physical disabilities	28.0%	27.8%
People with psychological disabilities	26.9%	19.0%
People with intellectual disabilities	30.0%	31.7%
Refugees	17.3%	11.0%
Senior/aged/elderly	35.4%	27.8%
Women	44.6%	42.4%
Youth/young adults	49.5%	47.1%
Legal/Organizational structure (% of social enterprises)		
Non-profit corporation/society	74.4%	87.6%
Limited liability corporation (for-profit)	0%	-
Co-operative, non-distributing	24.8%	-
Co-operative, nonprofit distributing	0%	-
Credit union/Caisse populaire	0%	
Registered charity	61.1%	57.9%
Has a parent organization	41.4%	51.8%
Financial profile		
Total expenditure: average in previous year	\$971,200	\$814,200
Total wages and salaries: average in previous year	\$490,660	\$517,600

Financial profile		
Total expenditure: average in previous year	\$971,200	\$814,200
Total wages and salaries: average in previous year	\$490,660	\$517,600
Revenue from sales of goods & services: average in previous year	\$614,260	\$548,700
Revenue from grants/loans/donations from parent: average in previous year	\$48,900	\$47,000
Revenue from all other grants/loans/donations: average in previous year	\$209,480	\$232,800
Revenue exceeds expenses in previous year	75.3%	84.9%
Financial profile		
Sales as percent of revenue: average per org in previous year	68.6%	65.1%
Revenue less grants/loans/donations exceeds expenses in previous year	44.1%	51.7%
Purpose Classification		
Social, Environmental and/or Cultural only	46.2%	39.1%
Income focused	20.8%	20.1%
Multi-purpose	33.1%	40.8%
Moderate-Significant Challenges (% of social enterprises)		
Internal expertise to drive SE	53.9%	54.0%
Board of Director involvement	50.2%	37.1%
Legal & regulatory considerations	55.7%	35.8%
Meeting organizational mission	29.3%	25.0%
Access to external capital	87.9%	79.8%
Budgeting & accounting	27.8%	38.3%
Cash flow	46.2%	47.3%
Business planning	47.9%	41.9%
Logistics for production/distribution	36.5%	51.8%
Sales of goods and/or services	41.7%	45.2%

Moderate-Significant Challenges (% of social enterprises) cont.	Ontario 2015 Survey (n=331)	Ontario 2012 Survey (n=363)
Human resources	47.6%	45.6%
Internal resources	56.3%	38.2%
Moderate-Significant Challenges (% of social enterprises)		
Information technology	42.1%	58.1%
Contract procurement	35.1%	54.5%
Access to customers	47.2%	49.1%
Advertising/publicity	55%	47.5%
Brand recognition & awareness	51.6%	-
Helpful-Very Helpful Resources (% of social enterprises)		
Legal & regulatory advice specific to SE	56%	66.1%
Capital & social purpose investment opportunities	60.8%	60.3%
Financial planning support & training	57%	67.5%
Support & training on information technology (IT)	50.9%	49.1%
Organizational growth & capacity building strategies	67.7%	78.9%
Tools to enhance staff capacity	66.2%	77.8%
Tools to measure social/environmental impact	68.9%	75.8%
Communications/public relations	67.8%	75.6%
Networking information	56.6%	75.1%
Helpful-Very Helpful Resources (% of social enterprises)		
Training on social media & developing an online presence	65.6%	72.6%
An online marketplace to sell products & services	51.6%	56.7%
Offline workshops/in-person training	61.7%	-
Online/Live webinars	70.2%	-
Coaching	56.1%	-
Online access to manuals & how-to guides	68.7%	-

Sources:

Amyot, S., Downing, R., & Tremblay, C. (2010). Public Policy for the Social Economy: Building a people-centred economy in Canada.

Brouard, F. & McMurtry, J. & Vieta, M. (2015). Social Enterprise Models in Canada—Ontario. *Canadian Journal of Nonprofits and Social Economy Research (ANSERJ)*. 6. 63-82. 10.22230/cjnser.2015v6n1a195.

CCO, (n.d.). *À propos du CCO*. Conseil de la coopération de l'Ontario. Retrieved December 06, 2022, from https://www.cco.coop/_propos_du_cco

Chamberlain, P. & Gillis, K. & Prindiville, T. & Bechard, O. & Ulhaq, M. & Elson, P. R. & Hall, P. V., (2015) *Enterprising change: report of the 2015 social enterprise survey for Ontario*

Flatt J. & Daly, K. & Elson, P. & Hall, P. & Thompson, M. & Chamberlain, P. (2013) *Inspiring innovation: social enterprise in ontario*

Gouvernement de l'Ontario. (2015). *Archived - impact: A social enterprise strategy for Ontario*. ontario.ca. Retrieved December 05, 2022, from <https://www.ontario.ca/page/impact-social-enterprise-strategy-ontario>

Gouvernement de l'Ontario. (2016). *Archived - Ontario's Social Enterprise Strategy 2016-2021*. ontario.ca. Retrieved December 05, 2022, from <https://www.ontario.ca/page/ontarios-social-enterprise-strategy-2016-2021#section-4>

Gouvernement de l'Ontario. (2022). *Guide sur la loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*. ontario.ca. Retrieved December 05, 2022, from <https://www.ontario.ca/fr/page/guide-sur-la-loi-de-2010-sur-les-organisations-sans-lucratif>

Nelson, C., Stroink, M. L., Levkoe, C. Z., Kakegamic, R., McKay, E., Stolz, W., & Streutker, A. (2019). Understanding social economy through a complexity lens: Four case studies in Northwestern Ontario: Four Case Studies. *Canadian Food Studies / La Revue Canadienne Des études Sur l'alimentation*, 6(3), 33–59. <https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v6i3.357>

OSER, (2017) Ontario social economy roundtable (OSER/TRESO) charter

SEontario. (2014). *Social Enterprise in Ontario*. Social Enterprise Ontario. Retrieved December 05, 2022, from <https://seontario.org/social-enterprise-in-ontario/>

SEontario. (2012). *About seontario*. Social Enterprise Ontario. Retrieved December 05, 2022, from <https://seontario.org/home/about-social-enterprise-ontario/>